



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Session ordinaire 2021-2022

LB/RM/JCS

P.V. ECEAT 35

**Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de
l'Aménagement du territoire**

Procès-verbal de la réunion du 03 octobre 2022

(la réunion a eu lieu par visioconférence)

Ordre du jour :

1. 7873 Projet de règlement grand-ducal modifiant
 1. le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité ;
 2. le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz ;
 3. le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables
 - Présentation du projet de règlement grand-ducal
 - Élaboration d'une prise de position
2. Divers

*

Présents : Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mme Myriam Cecchetti, M. Paul Galles, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Fred Keup, M. Jean-Paul Schaaf, Mme Jessie Thill, M. Carlo Weber

M. Marc Goergen, observateur délégué

M. Gilles Baum remplaçant M. André Bauler

M. Claude Turmes, Ministre de l'Energie

Mme Anne Metzler, M. Paul Matzet, du Ministère de l'Energie

M. Laurent Besch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. André Bauler, M. Félix Eischen, Mme Stéphanie Empain, M. Gilles Roth

*

Présidence : M. François Benoy, Président de la Commission

*

- 1. 7873 Projet de règlement grand-ducal modifiant**
1. le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité ;
2. le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz ;
3. le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables

M. François Benoy (déi gréng) souhaite la bienvenue à Monsieur le Ministre de l'Énergie et aux fonctionnaires qui l'accompagnent.

Présentation du projet de règlement grand-ducal

Monsieur le Ministre de l'Énergie explique que le projet de règlement grand-ducal n°7873 a pour objectif d'apporter (i) des modifications ponctuelles à trois règlements grand-ducaux existants dans le domaine de l'énergie, à savoir :

- 1) le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité ;
- 2) le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz ; et
- 3) le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables

et (ii) de procéder à une transposition partielle de la directive (UE) 2018/2001 du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie à partir de sources renouvelables.

Les modifications ponctuelles aux trois règlements grand-ducaux énumérés sous la lettre (i) s'inscrivent dans le cadre de la réalisation de la stratégie européenne en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables à l'horizon 2030. Pour rappel, le Luxembourg s'est fixé dans son Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) comme objectif d'atteindre au moins 25% de parts d'énergies renouvelables dans sa consommation finale d'énergie en 2030.

La transposition partielle de la directive (UE) 2018/2001 du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie à partir de sources renouvelables vise notamment à intégrer dans la réglementation nationale la notion de communauté d'énergie renouvelable, par rapport au mécanisme de compensation en matière d'électricité et à introduire des modalités relatives à la valorisation des garanties d'origine pour la chaleur et pour le gaz produits à partir de sources d'énergie renouvelables, le mécanisme des garanties d'origine actuellement n'existant que dans le domaine de l'électricité.

Le représentant du ministère de l'Énergie explique que les observations du Conseil d'État ont été prises en considération, de même que ses observations d'ordre légistique soulevées dans ses avis respectifs. Lesdites modifications ont été reprises dans le texte coordonné du projet de règlement grand-ducal figurant en annexe de la prise de position afférente du Ministre de l'Énergie.

Il donne les explications complémentaires suivantes :

Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation (*figurant sous l'article 1^{er} du projet de règlement grand-ducal 7873*)

Il est proposé d'exonérer le coût variable des frais de connexion de la contribution au mécanisme de compensation de la consommation partagée d'électricité produite à partir de sources renouvelables (*cf. Article 1^{er} du projet de règlement grand-ducal 7873, article 7, paragraphe 2*). Cette option est conforme au droit européen en ce qu'elle s'inscrit dans la lignée d'efforts destinés à éliminer tout obstacle ne favorisant pas les énergies renouvelables et de promouvoir les énergies renouvelables.

Il est proposé d'adapter les échéances pendant un exercice (à savoir le 1^{er} janvier, le 1^{er} mai et le 1^{er} septembre) lors desquelles il est autorisé de procéder, en cas d'évolution substantielle du prix du marché, à une adaptation exceptionnelle de la contribution au mécanisme de compensation par le régulateur (*cf. article 1^{er}, article 7, paragraphe 5, nouvel dernier alinéa*). L'intervention et les pouvoirs dévolues au régulateur sont encadrées.

Il est renvoyé pour le détail à la présentation (pages 3 et 4) annexée au présent procès-verbal.

Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz (*figurant sous l'article 2 du projet de règlement grand-ducal 7873*)

Il est proposé d'adapter la définition d'une « centrale de biogaz » (*cf. article 2, 1^o, lettre a*) en permettant la construction d'une installation technique additionnelle indépendante pour la production de biogaz sur un même site géographique et adjacente à une centrale de biogaz existante.

La définition de « garantie d'origine » est adaptée (*cf. article 2, 1^o, lettre c*). Il s'agit, pour rappel, d'un document électronique servant uniquement à prouver au client final qu'une part ou une quantité déterminée de gaz a été produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

Il est proposé que cette garantie d'origine doit énoncer des informations minimales. Les conditions et les modalités de validité de cette « garantie d'origine » sont revues. Il est encore proposé d'investir l'Institut luxembourgeois de Régulation d'une compétence de supervision quant à ces garanties d'origine (*cf. article 2, 3^o*). L'institut luxembourgeois de Régulation couvre la contrepartie des frais de fonctionnement encourus par l'émission de garanties d'origine, ainsi que la surveillance des transferts par des taxes perçues auprès des personnes ayant demandé une émission, un transfert ou une annulation, respectivement à l'État.

Il est renvoyé pour le détail à la présentation (pages 5 à 8) annexée au présent procès-verbal.

Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables (*figurant sous l'article 3 du projet de règlement grand-ducal 7873*)

Il est proposé d'élargir la « garantie d'origine » à la chaleur et le froid (*cf. Article 3, 2^o*) et de les harmoniser sur le modèle proposé pour la centrale biogaz (*cf. article 2, 1^o, lettre c*)).

A l'instar de la nouvelle disposition à introduire et relative à la construction d'une installation technique additionnelle pour la production de biogaz, il est prévu de permettre d'autoriser la construction d'une centrale additionnelle sur le même site géographique à côté d'une centrale existante (*cf. Article 3, 4^o*).

Il est renvoyé pour le détail à la présentation (pages 9 et 18) annexée au présent procès-verbal.

De manière générale, les modifications proposées par le projet de règlement grand-ducal 7873 peuvent être résumées comme suit :

- des adaptations techniques pour tenir compte de la praticabilité de certaines règles notamment relatives au fonctionnement des installations de biogaz et de biomasse ;
- une réduction du tarif de la prime de chaleur pour de nouvelles grandes centrales fonctionnant au bois de rebut ;
- l'exemption du partage de l'électricité au sein d'une communauté de la contribution au mécanisme de compensation dans le règlement grand-ducal de 2010 ; et
- l'introduction de modalités relatives à la valorisation des garanties d'origine pour la chaleur et pour le gaz produits à partir de sources d'énergie renouvelables dans les règlements de 2011 et de 2014.

Echange de vues

❖ Monsieur Aly Kaes (CSV) aimerait savoir, quant au nouveau concept du partage de l'énergie au sein d'une communauté, s'il existe des limitations quant à la distance d'interconnexion qu'une telle communauté doit respecter.

Monsieur le Ministre précise que dans le cadre des travaux préparatoires visant à introduire les concepts de l'autoconsommation et du partage au sein d'une communauté dans la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, une distance de 300 mètres a été retenue.

❖ Monsieur Paul Galles (CSV) se demande, quant à la modification proposée permettant de construire une installation technique additionnelle pour la production du biogaz, si cette extension est limitée à une seule unité additionnelle.

Monsieur le Ministre explique que cela n'est pas limité à une seule installation additionnelle.

Monsieur Paul Galles, au sujet de la chaleur et du froid produits à partir de sources d'énergie renouvelable, aimerait savoir si les deux volets sont visés par la garantie d'origine.

Monsieur le Ministre précise que cela vaut tant pour les réseaux du chaud que du froid.

L'orateur explique, suite à une question afférente de Monsieur Paul Galles, que le certificat d'origine émis dans le cadre de la production de chaleur basée sur les sources d'énergie renouvelables informe sur l'origine exacte et détaillée de la source / des sources d'énergie renouvelable(s) utilisée(s).

❖ Madame Martine Hansen (CSV) aimerait savoir si une modification de la structure du système de rémunération pour la production de biogaz basée sur les sources d'énergie renouvelables est prévue.

Monsieur le Ministre informe qu'une fois que le projet de règlement sous examen est entré en vigueur, on procédera à une révision de la structure tarifaire des subventions visant la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz.

❖ Monsieur le Ministre explique, suite à une question afférente de Monsieur Jean-Paul Schaaf (CSV) au sujet des investissements étrangers effectués dans le domaine de la production, de la rémunération et de la commercialisation de biogaz, que le volet relatif à la taxonomie et les discussions connexes menées au sujet de la transparence portant sur les investissements financiers effectuées par des établissements financiers dans les énergies renouvelables doit bien être différencié du cadre normatif national prévoyant les mécanismes de subventionnement étatique sectoriel. Il s'agit de deux volets distincts.

Présentation du projet de la prise de position de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng) explique que le projet de la prise de position sous référence a été transmis ce matin (via courrier électronique) aux membres de la commission suite à la diffusion ce matin (via courrier électronique) de la prise de position de Monsieur le Ministre de l'Énergie au sujet des observations émises par le Conseil d'État dans son avis complémentaire du 15 juillet 2022.

Il convient de rappeler que le projet de règlement grand-ducal 7873 est pris en exécution des articles 12 et 14 de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie. Il doit donc être soumis à l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés.

Adoption de la prise de position de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire

Les membres de la commission décident à l'unanimité d'adopter le projet de prise de position telle que présentée.

2. Divers

M. François Benoy (déi gréng) explique, suite à une interrogation afférente de Mme Martine Hansen (CSV), que l'ordre de présentation des différents volets lors du « Hearing - KLIMA-BIERGERROT ET CHAMBRE DES DEPUTES », prévus les 4 et 5 octobre 2022, a été aménagé de sorte à permettre la présence effective des ministres concernés. Or, suite à la décision postérieure prise de ne plus prévoir la présence des ministres lors de ces échanges de vues, il n'a pas voulu, une nouvelle fois, modifier l'ordre du jour desdits échanges de vues.

Procès-verbal approuvé et certifié exact

Annexe : présentation du projet de règlement grand-ducal 7873



Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire

3 octobre 2022



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'énergie



Projet de règlement grand-ducal modifiant

1. le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité ;
2. le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz ;
3. le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables



- Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation:
 - Art. 7 (2): **exonération** de la contribution au mécanisme de compensation de la **consommation partagée** d'électricité produite à partir de **sources renouvelables** :

« Est également exonérée de la contribution toute consommation finale qui a lieu en tant que partage d'énergie électrique produite à partir de sources d'énergie renouvelables conformément aux dispositions de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. »



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation:

- Art. 7 (5) : **adaptation exceptionnelle de la contribution** au mécanisme de compensation par le régulateur en cas d'évolution substantielle du prix du marché :

« Exceptionnellement, dans le cas d'une évolution substantielle du prix du marché de gros de l'électricité de même que lors d'une décision étatique concernant une contribution supplémentaire de l'Etat, les contributions au mécanisme de compensation peuvent être adaptées au cours d'un exercice les 1^{er} mai et septembre, sur base des coûts nets de l'électricité du mécanisme de compensation, par une décision du régulateur produisant ses effets à partir du mois suivant. »



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz :

- Art. 2 (4): **définition « centrale de biogaz »**

(4) « centrale de biogaz », installation technique indépendante pour la production de biogaz destiné à être injecté dans un réseau de gaz naturel, située sur un site géographique défini et intégrant toutes les composantes qui sont nécessaires pour la production du biogaz. Plusieurs de ces installations de même type sont à considérer comme une seule installation si elles sont raccordées à un même point de raccordement ou liées moyennant des infrastructures communes requises pour leur fonctionnement. Exceptionnellement, une installation technique indépendante additionnelle, intégrant toutes les composantes qui sont nécessaires pour la production du biogaz, peut être construite sur un même site géographique défini à côté d'une centrale existante et bénéficier d'une rémunération, à condition que la première injection de biogaz de l'installation technique indépendante additionnelle dans le réseau de gaz naturel ait lieu au moins deux ans après la première injection de biogaz de la dernière centrale construite dans le réseau de gaz naturel. L'installation technique indépendante additionnelle est alors à considérer comme une nouvelle centrale;



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz :

- Art. 2 (20): **définition « garantie d'origine »**

« (20) « garantie d'origine », un document électronique servant uniquement à prouver au client final qu'une part ou une quantité déterminée de gaz a été produite à partir de sources d'énergie renouvelables. »



- Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz :
 - Nouvel Art. 11^{ter}: **dispositions relatives aux GO Biogaz**
 - **Formalisme** : informations minimales obligatoires, information simplifiée pour certaines installations,
 - **Conditions et modalités de la validité des GO**
 - **Système des GO**: supervision par l'ILR, possibilité du Ministre de l'Energie de demander l'émission de GO, recouvrement par le régulateur des frais de fonctionnement par des taxes, possibilité pour le régulateur de demander des informations et documents supplémentaires aux producteurs et gestionnaires de réseau, reconnaissance automatique des GO de pays UE, reconnaissance conditionnelle des GO de pays tiers



➤ précisions à apporter à l'article 11^{ter} après les avis du Conseil d'Etat:

« L'autorité de régulation supervise le transfert et l'annulation des garanties d'origine et à cette fin, met en place un mécanisme qui permet d'émettre, de transférer et d'annuler électroniquement les garanties d'origine. En application de l'article 4, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant: 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, le régulateur couvre la contrepartie des frais de fonctionnement encourus par l'émission de garanties d'origine ainsi que la surveillance des transferts par des taxes perçues auprès des personnes ayant demandé une émission, un transfert ou une annulation, respectivement à l'État

Les frais de fonctionnement comprennent tous les frais imputables à l'établissement et au suivi des garanties d'origines, y compris les frais de personnel et les frais généraux, conformément à l'article 4, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 30 mai 2005 précitée.

Les taxes sont fixées et publiées conformément à l'article 58 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel.»



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :

- Art. 2, k): **élargissement des garanties d'origine à la chaleur et le froid**

«garantie d'origine»: un document électronique servant uniquement à prouver au client final qu'une part ou une quantité déterminée d'électricité, de chaleur ou de froid a été produite à partir de sources d'énergie renouvelables;



- Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :
 - Art. 3 : le libellé des dispositions relatives aux GO est harmonisé avec celui relatives aux garanties GO biogas (Article 2 du PRGD)
 - **Formalisme** : informations minimales obligatoires, information simplifiée pour certaines installations,
 - **Conditions et modalités de la validité des GO**
 - **Système des GO**: supervision par l'ILR, possibilité du Ministre de l'Energie de demander l'émission de GO, recouvrement par le régulateur des frais de fonctionnement par des taxes, possibilité pour le régulateur de demander des informations et documents supplémentaires aux producteurs et gestionnaires de réseau, reconnaissance automatique des GO de pays UE, reconnaissance conditionnelle des GO de pays tiers



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :

- **Art. 6 (5) : suspension du seuil de production en cas de renouvellement d'une centrale (anciens tarifs):**

(5) Dans le cadre d'un renouvellement conforme aux dispositions de l'article 15, paragraphe 3, le producteur est libéré des critères du paragraphe 2, point d) du présent article, pour une période de deux années civiles entières avant la première injection de la centrale après le renouvellement ainsi que l'année civile incluant la première injection de la centrale après le renouvellement. Le producteur adresse une demande y relative au gestionnaire de réseau concerné exposant qu'il a entamé les démarches nécessaires au renouvellement de la centrale respectivement entrepris les travaux y relatifs pendant la période prémentionnée.



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :

- Art. 15 (2bis) : **centrale additionnelle construite sur le même site**

(2bis) Pour toutes les autres centrales visées par le présent sous-chapitre, une centrale additionnelle peut être construite sur le même site géographique défini à côté d'une centrale existante et bénéficier d'une rémunération, à condition que la première injection d'électricité de la centrale additionnelle dans le réseau ait lieu au moins deux ans après la première injection d'électricité de la dernière centrale construite dans le réseau. La centrale additionnelle est alors à considérer comme une nouvelle centrale.



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :

- **Art. 15 (3) : suspension du seuil de production en cas de renouvellement d'une centrale (nouveau tarifs)**

« (3) Exceptionnellement les rémunérations prévues au présent sous-chapitre s'appliquent à un renouvellement d'une centrale existante produisant de l'électricité à partir de l'énergie hydroélectrique, du biogaz, du gaz de stations d'épuration des eaux usées, de la biomasse ou du bois de rebut. La première injection d'électricité de la centrale après renouvellement doit avoir eu lieu à partir du 1^{er} janvier 2014, (*Règlement grand-ducal du 29 septembre 2020*) « une durée de 15 ans du contrat de rachat existant doit être révolue », sauf pour les cas de force majeure, les travaux de renouvellement doivent tous être exécutés dans un délai de deux ans avant la première injection d'électricité de la centrale après renouvellement, et le renouvellement de la centrale doit satisfaire aux conditions suivantes: »



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :

- **Art. 22 (3) : limite de tolérance pour les combustibles fossiles en matière de rémunération et prime de chaleur**

« Pour les centrales utilisant une technologie rendant nécessaire l'utilisation de combustibles fossiles pour un démarrage à froid ou comme chauffage d'appoint, une limite de tolérance maximale de 0,5 pour cent du contenu énergétique est appliquée pour l'utilisation de combustibles fossiles sans que la rémunération ou la prime de chaleur ne soit affectée. Toute consommation au-delà de 0,5 pour cent est à déduire de la rémunération et de la prime de chaleur. La contribution de chaque source d'énergie est à calculer sur la base de son contenu énergétique. »



- Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :
 - Art. 23 : L'électricité produite exclusivement à partir de **bois de rebut** ou à partir d'un **mélange de bois de rebut et de biomasse solide**
 - baisse du montant maximal de la prime de chaleur pour les nouvelles grandes centrales de 20 à 10 euros par mégawattheure pour d'exclure le risque d'une surcompensation en matière d'aide d'Etat.



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :

- Art. 25 (2): **adaptation de la référence** aux centrales utilisant du bois de rebut (puissance nominale entre 1 MWh et 10 MWh)

« (1) Pour les centrales visées à l'article 13, à l'article 14, à l'article 20, paragraphe 2, à l'article 22, paragraphes 1 et 2 et à l'article 23, paragraphes 1 et 3, une prime de chaleur supplémentaire de 30 euros par MWh est accordée pour la chaleur commercialisée si la condition suivante est remplie: »



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :

- Art. 25 (2): **condition de première injection** pour la prime de chaleur supplémentaire de 20 euros par MWh pour les centrales utilisant de la biomasse du bois de rebut (puissance nominale supérieure à 10 MWh)

« (2) Pour les centrales visées l'article 22, paragraphe 2bis et à l'article 23, paragraphe 5, dont la première injection d'électricité a eu lieu à partir du 1er janvier 2019 et avant le 1er janvier 2022, une prime de chaleur supplémentaire de 20 euros par MWh est accordée pour la chaleur commercialisée si la condition suivante est remplie: »



➤ Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :

- Art. 25 (3): **prime de chaleur supplémentaire de 10 euros par MWh** pour centrales utilisant du bois de rebut

« (3) Pour les centrales visées à l'article 23, paragraphe 2, 4 et 5 dont la première injection d'électricité a eu lieu à partir du 1^{er} janvier 2022, une prime de chaleur supplémentaire de 10 euros par MWh est accordée pour la chaleur commercialisée si la condition suivante est remplie: [...] »



- Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation:
 - Art. 7 (2): **exonération** de la contribution au mécanisme de compensation de la **consommation partagée** d'électricité produite à partir de **sources renouvelables** ;
 - Art. 7 (5) : **adaptation exceptionnelle de la contribution** au mécanisme de compensation par le régulateur en cas d'évolution substantielle du prix du marché ;
- Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz :
 - Art. 2 (4): **définition « centrale de biogaz »** et (20): **définition « garantie d'origine »** ;
 - Nouvel Art. 11ter: **dispositions relatives aux GO Biogaz** ;
- Modifications à apporter au règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables :
 - Art. 2, k): **élargissement des garanties d'origine à la chaleur et le froid** ;
 - Art. 3 : le libellé des dispositions relatives aux GO est **harmonisé avec celui relatives aux garanties GO biogas** ;
 - Art. 6 (5) : **suspension du seuil de production en cas de renouvellement d'une centrale (anciens tarifs)** ;
 - Art. 15 (2bis) : **centrale additionnelle construite sur le même site** ;
 - Art. 15 (3) : **suspension du seuil de production en cas de renouvellement d'une centrale (nouveau tarifs)** ;
 - Art. 22 (3) : **limite de tolérance pour les combustibles fossiles en matière de rémunération et prime de chaleur**
 - Art. 23 : L'électricité produite exclusivement à partir de **bois de rebut** ou à partir d'un **mélange de bois de rebut et de biomasse solide**
 - Art. 25 (1) à (3) : **adaptations primes de chaleur supplémentaires pour centrales à biomasse et bois de rebut**



Merci pour votre attention !



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire